

# Atelier – Questions sur la protection des données

**UTTINGER**  
**DATENSCHUTZ**

Hotzstrasse 35  
8006 Zürich

Vardaval 3  
7453 Tinizong

[www.uttinger-datenschutz.ch](http://www.uttinger-datenschutz.ch)  
[kontakt@uttinger-datenschutz.ch](mailto:kontakt@uttinger-datenschutz.ch)

+41 79 682 35 09

# Transmission de données – cf. exposé d'Ueli Kieser

Procédure en matière d'assurances sociales: interaction entre

- l'obligation de garder le secret (art. 33 LPGA)
- les dérogations prévues par certaines lois sur les assurances sociales – par ex. art. 85f LACI  
=> les échanges entre les offices AI et les autorités de l'AC sont régis par la loi – possibles même sans assentiment Échanges entre les autorités de l'AC et d'autres parties concernées par l'intégration: assentiment de la personne concernée nécessaire
- les dispositions légales en matière de protection des données

# Exigences relatives au consentement

- Consentement = préalable
- Information claire (étendue, avec qui) – intelligible pour les personnes concernées  
Attention: public-cible  
clair, simple, compréhensible
- Le consentement est un acte volontaire
- Révocation du consentement

Al. 6:

«Lorsque le consentement de la personne concernée est requis, celle-ci ne consent valablement que si elle exprime librement sa volonté concernant un ou plusieurs traitements déterminés et après avoir été dûment informée.»

Al. 7:

«Le consentement doit être exprès dans les cas suivants:

- a. il s'agit d'un traitement de données sensibles;
- b. il s'agit d'un profilage à risque élevé effectué par une personne privée;
- c. il s'agit d'un profilage effectué par un organe fédéral. »

# Questions concernant la procuration

- Échanges entre assurances sociales:
  - Art. 85f LACI – Échanges entre l'AI et l'AC
  - Al. 2 Consentement préalable de la personne concernée
  - Consentement au cas par cas?
- Quel est l'impact de la nouvelle loi fédérale sur la protection des données au niveau de la transmission d'informations à d'autres assurances?
- Quel est le contenu obligatoire de la procuration? Que faut-il explicitement mentionner?

# Quels sont les éléments requis pour le consentement?

- L'organe de coordination de la CII du canton de Schwyz est soutenu et financé par l'Office du travail / l'ORP, l'office AI et les services sociaux des communes membres. Cela est réglé dans une convention administrative commune. Jusqu'à présent, ces trois partenaires de la CII avaient le droit d'échanger des informations concernant les clients inscrits auprès d'au moins un d'entre eux. (Pour les échanges avec d'autres partenaires de la CII ou d'autres personnes concernées, une procuration *ad hoc* signée par le client/la cliente était nécessaire.)
- **Question:** *cette pratique peut-elle être maintenue selon la nouvelle LPD?*

# Check-list «consentement»

- Conditions cadres légales à clarifier/clarifiées (quelles sont les institutions habilitées à échanger des données sans consentement?)
- Description compréhensible de l'usage prévu des données – peut être faite sur papier libre
- Description claire des données nécessaires
- Indiquer clairement avec qui il est prévu d'échanger les données
- Possibilité d'indiquer les personnes habilitées à transmettre les données
- Libération explicite de l'obligation de garder le secret, si nécessaire
- Possibilité de révocation – et explication de ce que cela implique.

- Visioconférence
- Cloud
  - diverses expertises
  - qui est le mandant?
  - évaluation du risque
- Échanges numériques
- Risque hypothétique versus risque effectif
- Il n'y a pas de sécurité absolue, mais personne ne veut être tenu d'assumer la responsabilité au cas où...
- Difficulté actuelle: aucun outil n'est sûr, récente information sur les failles de sécurité de Microsoft



- Thème déjà ancien
- Plusieurs prestataires – les plus connus:
  - HIN
  - Proton Mail
  - GPG – Privacy Guard
  - PGP – Pretty Good Privacy
- [Précision concernant ZH](#)
- Mais: certains prestataires de services ne communiquent pas (toujours) entre eux
- Les personnes privées ne maîtrisent pas toujours la technique
- Respect du droit à l'autodétermination des personnes concernées – les risques doivent toutefois être connus